

LA FRANCE A BESOIN DU SAVOIR-FAIRE DES SALARIES DE VALDUNES TRITH ST LEGER ET LEFFRINCKOUCKE.

L'entreprise Valdunes implantée à Trith St Léger et à Leffrinckoucke connaît suite à la crise sanitaire, une situation préoccupante, aggravée par les décisions de la SNCF.

Comme bon nombre d'autres sociétés industrielles, elle subit les répercussions de la hausse de l'électricité et de surcroît voit ses commandes de la SNCF se réduire comme « peau de chagrin ».

Valdunes est le seul fournisseur français de roues, axes et essieux montés pour le ferroviaire, offrant du matériel de grande qualité.

Le savoir-faire de ses salariés: ouvriers, employés, cadres, et techniciens n'est plus à démontrer. Il est le symbole de l'image de marque de notre région dans le monde entier.

- Considérant que le prix actuel de l'électricité met en difficulté les familles mais aussi nombres d'entreprises,
- Considérant que Valdunes est aujourd'hui fragilisée par l'inacceptable décision de la SNCF d'octroyer d'importantes commandes aux groupes étrangers : Espagne, Italie et Tchèque,
- Considérant qu'en vingt ans, la commande de la SNCF est passée de 43 000 roues par an à seulement 7000 pour deux ans,
- Considérant que l'État est actionnaire de la SNCF (49%) et qu'elle bénéficie d'importantes subventions d'État. Que l'argent des contribuables doit favoriser l'emploi en France. Qu'il y a nécessité de redévelopper l'emploi industriel français.
- Considérant que la fermeture de Valdunes à Trith St Léger et Leffrinckoucke entrainerait chômage mais aussi aggraverait la dépendance industrielle de notre pays. Qu'un emploi industriel supprimé c'est la disparition de trois emplois indirects, Que chaque nouveau « privé d'emploi » est un futur allocataire du RSA en puissance.
- Considérant que certaines entreprises européennes similaires à la SNCF, ne respectent pas les règles communes européennes, en appliquant une politique protectionniste pour une partie de leurs commandes,
- Considérant que la France, par son président Emmanuel Macron, préside pour six mois l'Europe,

Compte tenu de l'ensemble de ces considérants, nous proposons que, face aux menaces qui pèsent sur ces deux usines, fleurons de notre industrie, le Conseil Départemental du Nord

- interpelle le Président de la République, pour qu'il intervienne en tant que Président de l'Europe en faveur du respect de l'égalité de traitement face aux appels d'offre européens.
- Interpelle le Ministre de l'Économie pour que l'État, actionnaire à 49% de la SNCF, prenne des mesures pour que l'argent des contribuables (subventions considérables allouées à la SNCF) bénéficie à l'emploi en France et pour que le prix de l'électricité ne pénalise ni les citoyens et ni les entreprises,